

LE CRI DES QUARTIERS

*par Kabina Iks **

Les premiers pas d'un nouvel outil pour l'expression et l'affirmation politique des quartiers populaires de France.

L'idée du Forum Social des Quartiers Populaires est partie d'un constat, fait par un certain nombre de citoyen-ne-s engagé-e-s depuis des années, pour plus de justice sociale, avec un enracinement dans ce type de quartiers. Quel que soit l'objet de leurs associations (logement, école, justice, culture, etc.), leurs luttes mettent en avant la question de l'égalité des droits. Vingt-cinq ans après la Marche pour l'Égalité (1) dont certain-e-s d'entre eux ont été les artisan-e-s, ils ont constaté que la situation ne s'est guère améliorée. Les luttes sont balkanisées, leurs actions sont dispersées ; parfois même elles sont concurrentes.

Fortes de ce constat, trois associations, MIB (2) (Île-de-France), Motivé-e-s (3) (Midi-Pyrénées) et Diversité (4) (Rhône-Alpes), ont décidé en 2006 la création d'une association nationale ayant pour objet l'organisation d'un Forum Social des Quartiers Populaires. Une cinquantaine d'associations se sont jointes à elles, l'objectif étant de faire émerger au niveau national un mouvement social, culturel et politique des quartiers populaires. Le premier FSQP s'est tenu les 22, 23 et 24 juin 2007 à St Denis.

Anti-racistes, anti-colonialistes, féministes, anti-capitalistes ou libertaires : pour la première fois près de deux mille personnes se sont réunies, venant de toute la France, dans une ambiance à la fois studieuse et conviviale (5). Les temps de rencontres ont donné lieu à des échanges sans tabous et à de réelles confrontations, sans misérabilisme, sans angélisme, sans paternalisme... ni maternalisme.

Des réalités actuelles, une histoire de luttes

Les « banlieues » – lieux de projection de nombreux fantasmes et médiatiquement surexposés – servent de défouloir pour des politiques et des médias en mal de petites phrases assassines : « territoires perdus de la République », « parents irresponsables », « zones de non-droit » « mafiatisation » et autres « dérives intégristes ». Les habitant-e-s, et notamment les jeunes plus qu'ailleurs, y sont stigmatisé-e-s et désigné-e-s comme les principaux responsables des dérives de la société.

** De l'association
Forum social des
quartiers populaires.*

(1) En 1983, La Marche pour l'égalité (Marseille-Paris) a été lancée principalement par des militants de l'égalité de la région de Lyon. Lire l'article rétrospectif sur la Marche de **Mogniss H. Abdallah**, www.gisti.org/doc/plein-droit/55/marche.html

(2) Mouvement de l'Immigration et des Banlieues.

(3) La liste Motivé-es, issue de l'association du même nom, remportera plus de 12% des suffrages à Toulouse lors des municipales de 2001. Elle fit campagne sur la reconquête d'une citoyenneté confisquée.

(4) Collectif d'associations et de personnes physiques issues de la région et représentant une grande diversité d'engagements.

(5) Malgré les enjeux politiques de cette manifestation, les grands médias télévisés (à l'exception de quelques secondes sur FR3 IDF) n'ont pas jugé bon de se déplacer. Une initiative citoyenne préparée des mois durant par des bénévoles venus de toute la France, c'est moins spectaculaire qu'un... foulard, bien sûr !

Ce Forum a permis de faire un état des lieux des problématiques qui se posent réellement au sein des quartiers populaires du point de vue des gens concernés. En total désaccord sur l'idée d'un désert politique qui aurait généré les émeutes de novembre 2005 (avec pour antidote la mise sous perfusion religieuse ou l'assistanat), les échanges lors de ce Forum ont montré une grande maturité et une grande capacité d'analyse sur les dysfonctionnements profonds d'une société riche – et ses choix libéraux – qui a accepté de payer le prix fort pour le confort de quelques-un-e-s. Tous les habitants de ces quartiers ne se complaisent pas dans la victimologie.

Le Forum a montré une autre convergence dans l'analyse : à la domination économique, politique, de genre se rajoute une autre forme de domination, symbolique et médiatique. Ces quartiers et leurs habitant-e-s sont riches d'histoires et de traditions d'engagements. Ils ont longtemps été tus par les médias, la recherche et parfois même par les habitant-e-s impliqués (6). Des révoltes d'esclaves à la Commune de Paris, de l'Etoile nord-africaine (1926) (7) à la Main d'Oeuvre Immigrée (MOI) en Résistance, de la manifestation du 17 octobre 1961 aux luttes pour la résorption des bidonvilles et des cités de transit, des grèves des mineurs, ou celle des foyers Sonacotra à la Marche pour l'Egalité, de l'occupation de l'usine Talbot-Poissy au mouvement des chômeurs, du mouvement des sans-papiers au comité contre la double peine ; tous ces combats sont constitutifs de l'histoire politique, sociale et syndicale de France (8).

Bien autant, les luttes des femmes des milieux populaires et singulièrement des femmes de l'immigration sont niées : manifestations de femmes algériennes à Saint-Etienne pendant la guerre d'Algérie, théâtre militant en région parisienne, grève et victoire du personnel féminin du groupe Accord, etc. Seul le féminisme « institutionnel » est reconnu. Conscientes des réelles avancées dans le droit, dont elles se revendiquent héritières, les femmes réunies par le FSQP n'acceptent pas de participer à leur propre infantilisation et instrumentalisation (par les hommes, mais aussi par d'autres femmes).

Les très nombreux échanges, avant et pendant le Forum Social, montrent l'urgence à sortir de l'amnésie collective et de l'ignorance politique, pour que les femmes des quartiers populaires se réapproprient l'histoire de leurs propres combats. Car elles ont aussi leur part de responsabilité lorsqu'elles ne font rien. Il n'est pas question d'entretenir la démagogie selon laquelle « les autres » ou le système seraient toujours responsables de tous leurs malheurs. A elles d'inventer des formes de solidarités réelles pour améliorer les conditions de vie.

(7) Première association autonome de travailleurs d'origine algérienne, principalement kabyles, fondée dans le sillage du PCF.

(8) La région Rhône-Alpes n'est pas en reste (JALB, Zâama de banlieue, Grain Magique, Agora, etc.).



Cette parole est légitime

« ... La défense des immigrés, l'amélioration de leurs conditions, leur promotion sur tous les plans ne peuvent plus être assurées aujourd'hui que si elles se situent délibérément et ouvertement dans le champ politique, que si les immigrés eux-mêmes et, surtout, leurs enfants s'y engagent directement et engagent leur action dans la sphère politique... De partout et en toutes circonstances se profilent des tentatives en vue de casser le carcan dans lequel on enfermait les immigrés, conformément à la représentation qu'on avait d'eux et que l'on se faisait du phénomène de l'immigration », écrivait Abdelmalek Sayad (9). Le paradoxe est que la mobilisation citoyenne des héritier-ère-s de l'immigration post-coloniale, en raison de l'ethnisation des rapports sociaux, est stigmatisée comme communautariste et dangereuse pour la cohésion sociale ! Les revendications républicaines (pour plus de justice, plus d'égalité, plus de République) sont analysées par la classe politique comme des revendications identitaires. Les communautés d'expériences et leur traduction politique sont lues à travers le prisme ethnique et des catégorisations racistes (les Noirs, les Arabes...). A chaque campagne électorale les listes « citoyennes » sont traitées de listes ethniques, et parfois les personnes « racisé-e-s » ont elles-mêmes intériorisé ce discours et le reproduisent.

Les banlieues, disent certains, sont devenues une problématique à part. Pourtant, des révoltes des Minguettes (1981) à celles de Vaulx-en-Velin (1990), de Mantes-la-Jolie (1991) à Sartrouville (1991), de Dammarie-les-Lys (1997) à Toulouse (1998), de Lille (2000) à Clichy sous Bois (2005), les ingrédients sont les mêmes : inégalités sociales, violences et discriminations institutionnelles sur des territoires à forte densité de population où le taux de chômage des jeunes s'évalue à 20, 30, voire 50 % de la population active. Dans les milieux populaires, les femmes sont les plus pénalisées. Chez les enfants de l'immigration post-coloniale, beaucoup de jeunes diplômés se retrouvent avec un statut social inférieur à celui de leur père. Les personnes âgées sont les grandes oubliées des politiques publiques.

Les habitant-e-s concernés ont beaucoup à dire sur ces phénomènes mais, dans la démarche du FSQP, refusent d'être cantonnés à cela. Ils ont autant à dire de la santé, de l'éducation, du travail, du libéralisme, du sexisme, de l'environnement, des rapports Nord-Sud, de l'information, des formes de résistances et de libération, des combats pour la justice, pour l'égalité, pour la liberté... que de leurs quartiers. S'ils en parlent, ce n'est pas pour exclure ceux qui n'y habitent pas, bien au contraire ; mais les banlieues sont en réalité l'épicentre de la crise. On y retrouve tous les enjeux sociétaux concentrés sur une petite échelle et les habitants des banlieues sont aujourd'hui majoritaires.

(9) **Abdelmalek Sayad**, *L'immigration ou les paradoxes de l'Altérité*, Raisons d'Agir, 2006.



Le Forum Social des Quartiers Populaires, première initiative nationale autonome, a révélé la nécessité d'échanger et de capitaliser sur des expériences collectives dans le respect des identités singulières. Toutes les militantes et les militants se sont accordé-e-s sur la nécessité de dépasser leurs identités propres et de s'appuyer sur la diversité de leurs histoires politiques, associatives, électorales, de développer leur propre cadre d'analyse et des pratiques autonomes en dehors de l'instrumentalisation politique. Les expériences émanant d'autres pays (10) sont instructives et permettent la prise de distance et l'objectivation. La mondialisation, en ce sens, est un atout.

Par delà la visibilité, c'est la légitimité politique de ces luttes qui s'affirme. « Exister, c'est exister politiquement » (11) et dans la durée.

Kahina Iks

(10) Cf. lors du Forum, les témoignages de Ahmad Rahman, 21 ans de prison aux États-Unis pour avoir été membre des *Black Panthers* et de Célius Victor, membre du *Newham Monitoring Project* (agglomération de Londres). Ahmad Rahman a longuement expliqué la nécessité de s'engager dans un cadre légal. Célius Victor a rendu compte de la pratique de la Fondation NMP : surveiller les agressions racistes et les réponses juridiques qui leur sont faites afin de faire évoluer la justice dans la prise en compte des discriminations, y compris dans la police.

(11) **Abdelmalek Sayad**, *op. cit.*

Un retour de l'habitant ?

Les tendances ne sont pas homogènes entre toutes les villes françaises : la vitalité propre des habitants est inégale, tous les courants associatifs présents dans les quartiers à travers des équipements sociaux ou d'animation n'ont pas la même ligne d'action, et l'appui des pouvoirs locaux n'est pas forcément au rendez-vous ; on peut relever cependant un petit mouvement de valorisation de l'expression des habitants des quartiers populaires. Une partie des centres sociaux, par exemple, tentent de faire une place renouvelée à la participation des habitants dans leurs décisions ; les Régies de quartier s'affairent pour ne pas dévier de leur projet initial de « gestion urbaine partagée ».

A l'échelle internationale, bien sûr, les réalités diffèrent, en particulier selon que les habitants des quartiers concernés sont plus ou moins écoutés, encadrés... ou réprimés par les pouvoirs locaux et l'Etat. Pourtant, de Brême à Birmingham, de Fortaleza à Barcelone, des points communs et donc des points d'appui pour un renforcement des actions des uns et des autres ont été repérés au cours de rencontres entre habitants (1) ou d'études internationales. Un petit nombre d'études de type universitaire, dont celles de l'Institut d'urbanisme de Louvain-le-Neuve ou de l'équipe « Cultures et sociétés urbaines » (CNRS - Université Paris 8, www.csu.cnrs.fr), alimentent ce courant d'échanges et de propositions.

V. B.

(1) On peut citer notamment celles qu'organisent année après année le mouvement des Régies de quartiers (www.cnlrq.org), les confrontations d'expériences euro-brésiliennes du Réseau Capacitation (www.capacitation.com), le travail continu en la matière de la Fondation Ch.-L. Mayer (www.fph.ch).